



## 2 déclarations de l'élu SUD, au Conseil d'Administration de l'INRA le 24 juin 2011 à Rennes

En guise d'accueil des membres du CA au pays des algues vertes, et de « porte-voix » des exclus de cette instance.

Suite à la polémique en marge du salon de l'agriculture en février dernier, j'imagine que tous les administrateurs sont impatients de savoir où nous en sommes en ce début d'été sur le littoral breton. Je vais donc vous lire l'état des lieux paru hier, jeudi 23 juin, dans Ouest-France en page Bretagne :

« 20 000 m<sup>3</sup> : c'est le volume d'algues vertes ramassées sur les côtes bretonnes au 15 juin, selon le bilan établi par la préfecture de Région. 12 544 m<sup>3</sup> ont déjà été ramassés dans les Côtes-d'Armor et 7 577 m<sup>3</sup> dans le Finistère, notamment en baie de Douarnenez. Dans les Côtes-d'Armor, les volumes sont similaires à ceux ramassés en 2010 à pareille époque. En revanche, dans le Finistère, ils sont six fois plus importants qu'en juin 2010. »

Depuis sa création à l'INRA, ici même au Rheu en septembre 2001, le syndicat SUD<sup>1</sup> n'a eu de cesse de demander l'ouverture des instances de l'INRA aux représentants de l'ensemble des porteurs d'enjeux de l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Nous nous faisons ici les porte voix de Jean-Claude Pierre et Jean-Yves Griot du réseau Cohérence qui ont souhaité adresser un message au CA de l'INRA :

*« Le Réseau Cohérence qui regroupe 130 associations bretonnes engagées dans la promotion du développement durable et solidaire tient à saluer les administrateurs de l'INRA aujourd'hui réunis en Bretagne. La Région, qui dans les années 60 s'était engagée avec passion dans la promotion d'un nouvel modèle de développement, a opéré une mutation sans précédent qui a fait d'elle la 1ère région agricole de France. Cette performance doit aujourd'hui être relativisée au vu d'un certain nombre de conséquences de cette évolution : conséquences économiques, écologiques et sociales, qui ne pouvaient être totalement prévues mais que nous avons aujourd'hui l'impérieux devoir d'analyser et de prendre en compte. Le modèle qu'il convient dorénavant de mettre en œuvre doit se subordonner à toutes les exigences d'une approche systémique à laquelle un organisme public comme l'INRA – légitimement attentif aux attentes de la société – peut et doit apporter une contribution essentielle. A cette approche systémique, prenant en compte les sols, l'eau, la biodiversité et les grands enjeux de notre époque : la lutte contre le réchauffement climatique, la promotion des énergies renouvelables, l'autonomie alimentaire des peuples, l'incidence sociale des nouvelles technologies...le Réseau Cohérence, aujourd'hui représenté au CESER de Bretagne, entend aussi apporter sa contribution et il exprime le vœu d'être à ce sujet entendu par la Direction de votre institution et il se tient dans cet esprit à votre disposition. »*

Sur la RGPP, argumentaire « résister ou accompagner », reprenant en partie le message déjà formulé lors du boycott des CTP, en réponse à la proposition de la Direction de « coopérer »...

Nous souhaitons faire ici une mise en perspective pour situer la RGPP dans le cadre du rouleau compresseur gouvernemental qui vise à écraser les services publics, celui de la recherche notamment. Ce processus a en effet débuté avant même la présidence Sarkozy avec :

- le pacte pour la recherche, et ses outils l'ANR puis l'AERES
- la loi LRU, reléguant les EPST en agences de moyen

<sup>1</sup> Syndicat SUD-INRA à l'époque, SUD-Recherche EPST étant créé en 2004... l'occasion de 2 anniversaires !

Puis :

- la découpe en tranche de ces EPST, et sa variante INRA le « conTorsium » *Agreenium*
  - le Grand Emprunt et ses Ex (Equipex, Labex, Idex)
  - sans oublier la PESTe à laquelle vous semblez plus sensible qu'au relèvement du point de sujétion !
- Et aujourd'hui se poursuit avec le haché menu de la RGPP des fonctions support (avant bientôt celles de soutien).

A chaque fois vous nous présentez les mêmes arguments, sur le registre « saisissons l'opportunité pour en tirer bénéfice, même s'il faut faire des efforts... » que l'on pourrait traduire en « nous vous protégeons et l'INRA pourra rebondir... » Avant de clore sur une invitation à « *partager les conditions de mise en oeuvre du chantier qui s'impose* » suivant la conclusion d'un de vos derniers messages.

Bref, l'ACCOMPAGNEMENT s'impose et vous terminez en un sympathique « *je suis sure de pouvoir compter sur l'engagement de chacun d'entre vous pour y parvenir !* »

Désolé, mais les collègues tirent, comme nous, les enseignements de ces réformes, et n'y voient qu'un INRA déstabilisé à tous les niveaux : structures, budgets, emplois, collectifs. Avec des conditions de travail qui se dégradent.

Ceci amplifié par un élément supplémentaire, qui s'est invité semble t'il par hasard, selon la version de la direction qui ne l'aurait nullement commandé, nous voulons parler des TGU (*Tres grandes unités*) *machines à déshumaniser nos collectifs de travail* qui croissent depuis un an.

Le seul plus observé, est celui de la précarité galopante... et qui s'accroît encore avec le protocole Baroin-Tron, et votre principe de précaution de ne pas renouveler des CDD aux longs cours, pour ne pas prendre le risque de voir leur situation se stabiliser !

Il n'y manque qu'à y ajouter un point « RPS » Risques psychosociaux, nous préférons utiliser le terme souffrance au travail, pour que la boucle soit fermée, d'une spirale qui s'autoalimente : destructuration – précarisation – pression au travail !

Un dernier mot sur votre argumentaire RGPP, nous avons trouvé hallucinant que vous confirmiez sans broncher, que l'INRA était toujours préservé des suppressions de postes... en oubliant bien vite que 40 postes ont déjà été mis en réserve pour boucler le budget 2011.

S'il s'agit de faire des économies, nous vous suggérons de commencer par arrêter de participer à la construction du millefeuille qui, de Fondations de coopérations diverses et (a)variées en conTorsium, et autres instituts qui nous compliquent l'activité de recherche et sont autant de coûts supplémentaires pour l'INRA.

Ajoutons les coûts de la recherche de contrats (ANR, Europe et Grand Emprunt) avec l'enrichissement de cabinets conseils en montage de dossiers.

Et dernière nouveauté, il faut ici souligner le prix faramineux des prestations des cabinets de coaching accompagnant la création douloureuse des TGU...

Enfin, rappelons le principal constat de l'IGAENR, l'INRA n'est pas « sur-administré » : 12% des effectifs totaux qui sont à comparer avec les 12.1% de l'industrie et les 11.1% du secteur bancaire.

Dans ce contexte, vous ne serez également pas surpris d'apprendre que notre syndicat persiste dans sa RESISTANCE, pied à pied, aux coups portés à la recherche publique et à ses agents<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Lors du CTP bloqué du début juin, nous avons ajouté :

- Hier, en résistant (pacifiquement, soyez rassurés... jusqu'à présent !) devant l'ANR, des commissions de l'AERES, lors de précédents CTP et CA d'EPST, et maintes fois devant le ministère.
- Aujourd'hui, en bloquant symboliquement ce CTP, nous refusons cette RGPP de mise en miette des fonctions support...
- Demain, en continuant d'œuvrer à des convergences d'action entre personnels, et avec les usagers... pour changer la donne !